



Conseil économique et social

Distr. générale
17 juin 2019
Français
Original : anglais

Session 2019

26 juillet 2018-25 juillet 2019

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

Déclaration présentée par Korean Association for Supporting the SDGs for the UN (ASD), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Avec le lancement des objectifs de développement durable en tant que programme de développement sous l'égide de l'ONU en 2015, des avancées considérables ont été réalisées dans chaque domaine couvert par les 17 objectifs partout dans le monde. Néanmoins, les inégalités entre les régions, classes sociales, et générations, ainsi que les inégalités de genre demeurent très répandues, tandis que l'environnement mondial souffre de maux multiples tels que les changements climatiques, la désertification et les déchets plastiques. Certes, l'Organisation des Nations Unies qui compte 193 États Membres et les grands groupes et autres parties prenantes ont réussi à créer un système de mise en œuvre des objectifs de développement durable, mais ils se heurtent toujours à bon nombre de ces obstacles.

La mobilisation de fonds représente le plus grand défi à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. À titre d'exemple, il faut un budget de quelque 3,3 à 4,5 billions de dollars des États-Unis pour mettre pleinement en œuvre les objectifs, mais souvent les montants promis par la plupart des pays à titre de contribution ne sont pas approuvés par leur Assemblée nationale. La raison en est que pour ces pays les budgets requis pour la mise en œuvre des objectifs sont d'une moindre priorité que ceux dont ils ont besoin pour faire face à des situations internes. C'est pourquoi l'intervention d'entreprises ayant une influence financière directe sur les régions, les classes sociales, et les questions de genre est essentielle.

Partout dans le monde, les entreprises construisent des infrastructures pour produire et distribuer des biens et services qui ont des incidences aussi bien sur l'humanité que sur l'environnement. La participation des entreprises aux objectifs de développement durable doit d'abord faire l'objet d'une analyse précise pour savoir comment elle doit être en phase avec les particularités de chaque entité.

Korean Association for Supporting the SDGs for the UN, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a établi l'indice du climat des affaires par rapport aux objectifs de développement durable (SDGBI) en vue d'analyser de près les secteurs environnementaux, sociaux et économiques dans lesquels opèrent les entreprises. Elle a aussi analysé et publié des données relatives aux effets concrets de la participation éventuelle de ces dernières aux objectifs, par rapport à l'environnement des affaires actuel. En se fondant sur les objectifs, l'indice SDGBI permet non seulement d'obtenir des données quant à l'influence de la gestion durable sur les consommateurs, mais également un retour d'information direct sur les stratégies de gestion. Ces données comprennent également des directives relatives à la réduction des déchets plastiques et des particules fines. Annoncé en 2016, cet indice a eu des incidences sur la gestion durable de 500 grandes entreprises en Asie. Il est devenu un important outil permettant de définir des stratégies de gestion, et dont ont tiré parti une vingtaine d'entreprises de taille telles que KT, la plus grande société de télécommunications utilisant la technologie 5G de Corée du Sud, l'entreprise sidérurgique mondiale POSCO, CJ CheilJedang, entreprise agroalimentaire et de biotechnologie mondiale, et Samsung Electronics. Aujourd'hui, ces entreprises consacrent chaque année 61 millions de dollars des États-Unis à la gestion durable. Dans le cadre de la promotion de la gestion durable et de la participation aux objectifs de développement durable, l'indice SDGBI est devenu une passerelle entre les entreprises et l'Organisation des Nations Unies.